

Lutte de classe

Sur le conflit entre la Géorgie et la Russie.

Comme tout le monde ou presque j'ai suivi (en Inde) à la télévision le déroulement des événements des derniers jours en Géorgie sans pouvoir me faire une idée précise de la situation, car les journalistes de la seule chaîne francophone présente dans le monde, TV5 Monde martelaient jour après jours depuis 6 jours que la Russie aurait attaqué sans raison la Géorgie, ce qui m'a semblé plutôt étrange mais sans plus.

Je me suis dit que la Russie faisait pression sur la Géorgie sans doute dans le cadre de transactions en cours sur le pétrole ou le gaz qui transite par son territoire, une partie de la nomenklatura russe n'ayant toujours pas digérée l'indépendance de la Géorgie qui prive la Russie d'un droit de regard sur plusieurs ports pétroliers de la mer Noire et les pipelines qui traversent le territoire géorgien.

Si j'avais pris le temps de lire les dépêches de presse que j'avais copiés sur la situation en Géorgie depuis le 9 août, j'aurais tout de suite compris de quoi il retournait.

En réalité, c'est la Géorgie qui a lancé il y a une semaine une opération militaire pour reprendre le contrôle de l'Ossétie du Sud qui jouissait d'un statut de région autonome au sein de la république soviétique de Géorgie avant l'effondrement de l'URSS, et qui a fait sécession en 1992 lors de la proclamation d'indépendance de la Géorgie. Vous trouverez à la fin de cet article un rappel succinct de la chronologie des faits depuis 1989.

Le passage suivant permet de mieux comprendre ce qui s'est réellement passé.

Dans une interview publiée ce mercredi par le quotidien allemand *Bild*, l'ancien président géorgien Edouard Chevardnadze ¹ explique que l'actuel président Mikhaïl Saakachvili "*n'aurait pas dû entrer dans Tskhinvali - la capitale de l'Ossétie du Sud- sans s'y être vraiment préparée. C'était une grave erreur*".

Immédiatement G. Bush, les pays de l'Otan et l'Union européenne se sont rangés comme un seul homme aux côtés du président géorgien pour exiger l'arrêt des combats du côté russe et le retrait de leurs troupes. Les risques d'escalade militaire prenaient une tournure inquiétante après la déclaration du vice-président américain Dick Cheney qui a estimé que "*l'agression russe ne peut rester sans réponse*".

Pour faire monter la sauce, le président géorgien a propagé des fausses informations en direction de l'opinion publique internationale pour camoufler son erreur et ses réelles intentions, à savoir que la Russie voulait envahir son territoire et renverser son gouvernement, que les blindés russes faisaient route vers la capitale Tbilissi, que l'armée russe avait commencé à mettre à feu et à sang tout le pays, etc.

Immédiatement, Bush s'est emparé de ces arguments qu'il semble lui-même avoir soufflés à Saakachvili, pour déclarer de Washington : "*la Russie a envahi un Etat voisin souverain et menacé un gouvernement élu par son peuple, une telle action est inacceptable au 21e siècle*", poursuivant "*Le gouvernement russe doit respecter l'intégrité et la souveraineté territoriales de la Géorgie*", en adressant une mise en garde lundi soir au président russe contre "*l'escalade dramatique et brutale*" de la situation et a appelé Moscou à retirer ses troupes "*Ces actions menacent les relations avec les Etats-Unis et l'Europe*".

Sur un ton guerrier Bush a promis de "*mobiliser le monde libre dans la défense d'une Géorgie libre*".

La Géorgie fait partie des ex-fédérations de l'URSS avec les pays comme la Pologne, la Roumanie et la République tchèque qui mène une croisade anticommuniste quasi-permanente depuis son indépendance et la restauration du capitalisme dans ces pays. Les dirigeants de ces pays sont des fervents admirateurs de G. Bush, à tel point que la Géorgie avait envoyé le plus fort contingent d'occupation en Irak derrière les Américains et les Britanniques.

Condoleeza Rice qui doit se rendre aujourd'hui à Paris n'a pas pu s'empêcher d'exprimer une nouvelle fois sa haine du communisme en se servant du stalinisme : "*Nous ne sommes plus en 1968 et à l'invasion de la Tchécoslovaquie, quand la Russie pouvait menacer un voisin, occuper sa capitale, renverser son gouvernement et s'en tirer*", dorénavant c'est le rôle exclusif de l'impérialisme américain.

Dans la foulée, Bush a appelé Moscou à signer le projet d'accord proposé par ces valets de l'Union européenne, le ministre français des Affaires étrangères Bernard Kouchner et de son homologue finlandais Alexander Stubb, qui prévoit *"un cessez-le-feu immédiat, le retrait des forces des zones de conflit, un retour au statu quo militaire tel qu'il était le 6 août, et un engagement à s'abstenir d'employer la force"*.

Ce cessez-le-feu a finalement été signé par les deux parties.

Le plan de paix signé par la Géorgie garantit *"la souveraineté et l'indépendance"* de la Géorgie, mais n'évoque pas son *"intégrité territoriale"*, rapportent des médias français, ce qui laisse en suspens le statut de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie. Cette concession accordée à la Russie afin de mettre fin immédiatement aux combats a entraîné des réactions négatives au sein de l'UE, les dirigeants polonais, lituanien, estonien et letton critiquant le plan Sarkozy du fait, notamment, de l'absence de toute référence à l'intégrité territoriale de la Géorgie.

De son côté le président russe Dimitri Medvedev a ordonné mardi la fin de l'action militaire en Géorgie après avoir souligné que *"la sécurité de nos soldats de la paix a été restaurée. L'agresseur a été puni et a subi des pertes conséquentes. Son armée a été désorganisée"*

Toutefois, dans son discours télévisé depuis le Kremlin, il a donné ordre aux soldats de se défendre et d'écraser toute action agressive ou résistance armée de la part des forces géorgiennes.

"S'il reste des poches de résistance ou s'il se produit une quelconque action agressive, vous prendrez les mesures nécessaires pour les détruire", a-t-il dit en direction de son ministre de la Défense.

Peu avant, le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov avait estimé que le président géorgien Mikhaïl Saakachvili devait quitter le pouvoir et exigé que les troupes géorgiennes quittent définitivement l'Ossétie du Sud.

Lavrov a déclaré que le Kremlin ne parlerait pas à Saakachvili et que la meilleure chose que le président géorgien puisse faire est *"de démissionner"*.

Mercredi, la Géorgie a accusé la Russie de violer le cessez-le-feu, une affirmation rejetée par Moscou.

Un enjeu économique et politique.

Avec la demande d'adhésion de la Géorgie à l'Otan et l'intention affichée de Saakachvili de rompre avec la CEI pour rejoindre l'Union européenne, Moscou voit s'affaiblir sa position politique dans la région ce qu'il juge inacceptable.

Sur le plan économique, alors que la Géorgie ne produit pas de pétrole, les multinationales, notamment BP, Chevron et ConocoPhillips (américaines), avaient misé sur ce pays pro-occidental, situé entre l'Iran et les oléoducs et gazoducs sous monopole russe, pour développer les exportations d'hydrocarbures extraits d'Azerbaïdjan, au bord de la mer Caspienne (Bakou-Tbilissi-Ceyhan et Bakou-Tbilissi-Erzurum).

Les menaces bien réelles d'une guerre.

Selon Michael Denison, membre associé de Chatham House, des frappes ou *"des tentatives de la Russie de prendre contrôle des pipelines seraient extrêmes car alors l'Otan pourrait conclure à une menace existentielle pour sa sécurité et cela impliquerait une réponse militaire"*, observe-t-il.

Les analystes s'accordent à dire cependant que les combats en Géorgie devraient décourager à long terme les investissements dans les hydrocarbures de la Caspienne, perçus jusqu'à récemment comme une alternative aux ressources contrôlées par les pays du Proche-Orient et par la Russie.

Voilà qui va singulièrement compliquer la tâche de l'Union européenne qui aurait bien voulu réduire sa dépendance énergétique de ces deux régions du monde.

Si vous me demandez quelle position l'on doit adopter face à ce conflit entre la Géorgie et la Russie, j'aurais tendance à dire, d'une part, que dans la mesure où la population de l'Ossétie du Sud s'est prononcée le 12 novembre 2006 à 99% pour son indépendance et éventuellement son rattachement à la Russie, et que d'autre part, l'indépendance de la Géorgie s'est réalisée sur les cendres de la révolution d'Octobre, on ne

voit pas pourquoi la revendication exprimée clairement par cette population russophone ne serait pas satisfaite.

Rappel chronologique des relations entre la Russie, la Géorgie et l'Ossétie du Sud. (AFP)

Jusqu'à l'effondrement de l'URSS, l'Ossétie du Sud jouissait d'un statut de région autonome au sein de la république soviétique de Géorgie.

- en 1989, la province proclame unilatéralement son indépendance de la Géorgie au sein de l'URSS. Combats et intervention de l'armée soviétique.

- 1991 : l'URSS s'effondre. La Géorgie accède à l'indépendance et dénonce l'indépendance de l'Ossétie du Sud. L'Ossétie du Sud (nord) et l'Abkhazie (nord-ouest) font sécession, réclamant leur rattachement à la Russie

- 1991-92 : la guerre entre les séparatistes sud-ossètes et les forces géorgiennes fait plus d'un millier de morts et des dizaines de milliers de déplacés (exode massif vers la Russie). L'Ossétie du Sud retrouve de facto son autonomie. Fin 1991, elle élit son "président", Edouard Kokoïty, non reconnu par la communauté internationale.

- 1992 : les Ossètes du Sud se prononcent à une grande majorité pour l'indépendance de la province lors d'un référendum non reconnu par la communauté internationale; ils renouvelleront leur choix en novembre 2006.

- juin 1992 : l'Ossétie du Sud et la Géorgie concluent un cessez-le-feu. Une force d'interposition composée d'unités russes, géorgiennes et ossètes de 500 hommes chacune est déployée en juillet sur la frontière entre la Géorgie et l'Ossétie du Sud. Le conflit est "gelé".

- depuis son arrivée au pouvoir en 2004 par la "*révolution des Roses*" de la fin 2003, le président géorgien pro-occidental Mikhaïl Saakachvili a fait une priorité du rétablissement de l'autorité de Tbilissi sur l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie. Tbilissi accuse la Russie et ses forces de maintien de la paix en Ossétie du Sud d'encourager les séparatismes.

Officiellement, Moscou reconnaît la souveraineté de la Géorgie sur les deux provinces sécessionnistes, mais le Kremlin prend le parti des indépendantistes dans les différends avec Tbilissi, qui veut entrer dans l'OTAN, et a accordé la nationalité russe à de nombreux habitants d'Ossétie du Sud et d'Abkhazie.

- août 2004 : les forces géorgiennes se retirent d'Ossétie du Sud après plusieurs semaines de combats avec les séparatistes.

- janvier 2005 : le président géorgien Saakachvili propose un plan de très large autonomie à l'Ossétie du Sud, qui le rejette et exige l'indépendance.

- février 2005 : trois policiers géorgiens sont tués par une voiture piégée à Gori, près de la frontière sud-ossète.

- mai 2005, sous la pression internationale, la Russie signe un accord de démantèlement de ses deux dernières bases militaires en Géorgie d'ici la fin 2008. Le retrait commence en juillet 2005.

- novembre 2005 : la Russie double le prix du gaz livré à la Géorgie.

- janvier 2006 : l'explosion d'un gazoduc dans le sud de la Russie prive la Géorgie de gaz naturel pendant une semaine, en plein hiver. Le président Saakachvili accuse Moscou, qui dément toute implication.

- février 2006 : le Parlement géorgien déclare la fin de la mission de maintien de paix dans la zone du conflit. Les actions de la Russie y seront désormais qualifiées d'"interventions". L'Ossétie du Sud s'oppose au retrait

des soldats russes, et Moscou refuse de retirer ses troupes sans l'accord de Tskhinvali.

- juillet 2006 : inauguration de l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC).
- 3 septembre 2006 : le ministre géorgien de la Défense, Irakly Okruachvili, affirme que son hélicoptère a essuyé des tirs au-dessus de l'Ossétie du Sud.
- 6 septembre 2006 : la police géorgienne arrête des opposants accusés de préparer le renversement du gouvernement de Tbilissi sur ordre de la Russie.
- 21 septembre 2006 : l'OTAN propose un "dialogue intensifié" à la Géorgie sur ses aspirations à intégrer l'Alliance atlantique.
- 22 septembre 2006 : Mikhaïl Saakachvili accuse la Russie d'occuper l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud.
- octobre 2006 : la Géorgie relâche quatre officiers russes détenus depuis la fin septembre pour espionnage. La Russie décrète des sanctions contre la Géorgie et expulse des centaines de Géorgiens.
- 12 novembre 2006 : les Sud-Ossètes se prononcent à 99% pour l'indépendance.
- août 2007 : la Géorgie accuse la Russie d'avoir violé par deux fois son espace aérien. Moscou nie.
- 29 avril 2008 : la Russie annonce le renforcement de sa présence militaire en Abkhazie et en Ossétie du Sud.
- août 2008 : de violents affrontements éclatent entre les forces géorgiennes et les indépendantistes d'Ossétie du Sud après plusieurs jours d'accrochages.

Dans la nuit du 7 au 8 août, la Géorgie lance une offensive militaire de grande envergure en Ossétie du Sud. La Russie menace d'intervenir si ses citoyens se trouvent en danger et déploie un convoi de blindés. Les Occidentaux appellent les parties à la retenue et au dialogue.

(source : AP, AFP, Reuters du 09 au 13.08)

1- Edouard Chevarnadzé, ancien secrétaire du PC de Géorgie, membre du Politburo et ministre des Affaires étrangères de l'URSS, est élu président de Géorgie le 6 novembre 1992.

